



Communiqué

Date : Le 21 octobre 2005

Pour publication : Immédiate

LE PREMIER MINISTRE INVITE LES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX, LES LEADERS TERRITORIAUX ET LES DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS AUTOCHTONES NATIONALES À UNE RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES

Le Premier ministre Paul Martin a annoncé aujourd'hui la tenue d'une réunion des premiers ministres à Kelowna, en Colombie-Britannique, les 24 et 25 novembre 2005.

Le Premier ministre a invité les premiers ministres provinciaux, les leaders territoriaux et les dirigeants de l'Assemblée des Premières nations (APN), de l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), du Ralliement national des Métis (RNM), de l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) et du Congrès des peuples autochtones (CPA) à une réunion des premiers ministres qui se tiendra à l'Hôtel Grand Okanagan.

« Cette rencontre est une importante occasion de faire avancer les travaux accomplis depuis un an et demi en vue de combler le fossé qui sépare les peuples autochtones des autres Canadiens sur le plan de la qualité de vie, a déclaré le Premier ministre. Je me réjouis à la perspective de discussions avec les premiers ministres provinciaux, les leaders territoriaux et les dirigeants autochtones nationaux. »

Faisant fond sur la relation renforcée issue de la rencontre spéciale du 13 septembre 2004 entre les premiers ministres et les dirigeants autochtones, la réunion donnera aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux l'occasion de discuter des façons d'améliorer les conditions de vie des Autochtones.

Les détails de l'ordre du jour seront diffusés ultérieurement.

Par conséquent, le Premier ministre n'assistera pas à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui aura lieu à Malte, du 25 au 27 novembre 2005. Le Canada y sera représenté par le ministre des Affaires étrangères monsieur Pierre Pettigrew.

Le ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, le ministre de la Défense nationale, Bill Graham, et la ministre de la Coopération internationale, Aileen Carroll, ont signifié au Premier ministre qu'ils souscrivent aux recommandations de l'équipe d'évaluation.